

# Le harcèlement en ligne des journalistes et les fausses nouvelles s'amplifient

## LE RÉSUMÉ

**Menaces de mort, intimidation, fausses nouvelles pour noyer l'information:** le harcèlement en ligne des journalistes s'amplifie partout dans le monde, dénonce l'ONG Reporters Sans Frontières.

Les menaces viennent d'individus isolés et d'armées de trolls au service d'États autoritaires.

VINCENT GEORIS

*«J'ai été appelée macheté, chienne, serpent, menacée de viol et de meurtre»,* raconte Maria Ressa, journaliste philippine menacée sur les réseaux sociaux depuis l'élection en 2016 du président d'extrême droite Rodrigo Duterte.

C'est l'un des nombreux témoignages cités dans le rapport sur le harcèlement en ligne, publié jeudi par Reporters Sans Frontières (RSF).

Le document, d'une quarantaine de pages, révèle l'ampleur inégalée des attaques menées contre la presse dans le monde, que ce soit par des individus isolés ou des mercenaires à la solde de certains États. Un phénomène nouveau qui menace la liberté de la presse et la démocratie.

*«Tous les jours ou presque, on subit*

*des xs ou des attaques violentes, qui parfois tourment à la menace»,* dit Samuel Laurent, chef de l'équipe des

Décodeurs du Monde, une équipe de journalistes qui font du «fact-checking». Ce harcèlement peut venir de l'extrême droite ou de la gauche populiste, comme les Insoumis en France.

*«On a beau avoir le cuir épais, à un moment, la cuirasse se fissure. On se sent broyé par cette volonté de détruire l'autre»,* dit Pascal Wallart, chef d'agence du journal La Voix du Nord à Hénin-Beaumont, une ville française dirigée par Front national.

Au Royaume-Uni, Laura Kuenssberg, une journaliste de la BBC, a été ciblée en septembre 2017 par des menaces en ligne violentes et massives émanant de soutiens et massives émanant de travailleurs. Elle est désormais protégée par un garde du corps.

## Fausses nouvelles et armées de trolls

Le rapport met en lumière trois techniques utilisées pour museler la presse. Désinformer en noyant le

contenu journalistique sous un flot de fausses nouvelles. Amplifier des faux contenus en les valorisant artificiellement via des programmes informatiques («bots») ou des commentateurs payés par des États. Intimider les journalistes en les

menaçant de mort ou en cherchant à les discréditer.

RSF répertorie les armées de trolls recrutées par les États autoritaires. Ce sont souvent des personnes précarisées, payées pour mener des campagnes virales.

Au Mexique, les «gangs de trolls» ont pris le pouvoir sur l'info, affirme RSF. Des milliers de comptes dormants sur Twitter sont activés au gré des campagnes gouvernementales pour menacer des journalistes. Lors de la disparition de 43 étudiants à Ayotzinapa en 2014, 75.000 robots avaient été activés pour noyer les informations liées à l'enquête. Ces comptes furent ranimés en 2017 pour soutenir la campagne d'Alfredo del Mazo pour le poste de gouverneur de l'État de Mexico.

En Inde, les «yoddahs» du Premier ministre Narendra Modi (extrême droite), abrités dans une cellule de campagne, sont chargés de lancer des menaces de morts contre les journalistes, en particulier contre les femmes. Dans ce pays, sept journalistes ont été tués en un an.

En Russie, le Kremlin s'entoure de «web brigades» très actives. Jessikka Aro, une journaliste finlandaise, a été ridiculisée dans une vidéo virale diffusée sur le net, alors qu'elle en-

quêtait sur les trolls du Kremlin. Un procès est en cours contre deux de ces internautes. Mais le harcèlement

ne cesse plus depuis 2014.

En Chine, les guerriers numériques du PC chassent aussi les critiques partout dans le monde. Cette armée de trolls, à 83% des femmes, s'appelle «les petits pouces roses».

En Turquie, le président Recep Tayyip Erdogan s'offre les services des «trolls AK» ou «trolls blancs» (propres), environ 6.000 personnes chargées de poursuivre les journalistes critiquant le régime. Ils vont jusqu'à prendre contrôle de leurs comptes Twitter ou Facebook pour publier en leur nom des messages pro gouvernementaux. Les journalistes ayant dénoncé ces pratiques ont été jetés en prison.

En Iran, un réseau de plus de 18.000 volontaires a été mis en place par les Gardiens de la révolution pour détecter et harceler les sites ou les comptes contraires au régime ou au Coran. Des journalistes ont été victimes d'intrus cherchant par des techniques de «phishing» à accéder à leurs sources.

Au Vietnam, la brigade Force 47, composée de 10.000 «cyber inspecteurs», traque la dissidence sans pitié. La Thaïlande, l'Égypte, l'Algérie et d'autres pays au régime autoritaire partagent ces pratiques.

RSF invite les États à réprimer le harcèlement des journalistes en ligne, et à mettre en place des mécanismes d'alerte et de réparation des violences subies.